

## LES VOIES DE RECOURS EXTRAORDINAIRES

La procédure prend fin lors de la décision prise par la juridiction sur la culpabilité ou non-culpabilité du prévenu ou de l'accusé. Cette décision peut néanmoins faire l'objet de critique par le biais des voies de recours. Les voies de recours sont les moyens mis à la disposition des justiciables pour obtenir un nouvel examen de leur affaire ou faire vérifier la régularité d'une décision. Elle est une garantie contre les risques d'erreur ou d'injustice.

Deux distinctions peuvent être faite entre les voies de recours.

La première est la distinction des voies de recours en réformation et en rétractation . Les voies de recours en réformation ont pour objet de faire procéder à un second examen de l'affaire par une juridiction ordinaire supérieure à celle dont la décision est attaquée ( l'appel et le pourvoi en cassation).

Les voies de recours en rétractation assurent que le second examen de l'affaire est porté devant la même juridiction que celle qui a rendu la décision attaquée( l'opposition et la demande en révision).

La seconde est la distinction voies de recours ordinaires et extraordinaires. Les voies de recours ordinaires garantissent un nouvel examen complet de l'affaire, sans ses aspects de droit comme de fait : appel et opposition. Les voies de recours extraordinaires ont vocation à juger la régularité de la décision attaquée : pourvoi en cassation.

Quelle sont donc les différents recours extraordinaires?

### **I- Le pourvoi en cassation**

Il est une voie de recours extraordinaire et de pur droit. Il a pour objet d'assurer l'exacte interprétation de la loi et l'unité de la jurisprudence.

La Cour de cassation juge le droit et non le fait : elle juge les jugements et non les procès.

### **A- Le pourvoi en cassation dans l'intérêt des parties**

#### **1-Les conditions du pourvoi**

>Les conditions de fond

Le pourvoi en cassation n'est ouvert qu'à l'encontre des décisions rendues en dernier ressort : soit en premier et dernier ressort ( cas pour les jugements de la juridiction de proximité ou du tribunal de police non susceptible d'appel), soit en dernier ressort (arrêt de la chambre des appels correctionnels) par les juridictions de jugement ou d'instruction, non susceptibles d'appel ou d'opposition.

Si les juges ont faussement qualifié leur décision de jugement rendu en premier ressort, le délai du pourvoi ne commence à courir qu'à la date de la signification de l'arrêt d'irrecevabilité de l'appel.

Si les juges ont au contraire faussement qualifié leur décision de jugement rendu en dernier ressort, le point de départ du délai d'appel est le jour de la signification de l'arrêt de la Cour de cassation portant irrecevabilité du pourvoi.

Les cas d'ouverture à cassation ne se conçoivent que dans les hypothèses de « violation de la loi ». Ils sont donc limitativement énumérés par la loi. L'art 592 et svt CPP citent les différents cas expressément prévu : la composition irrégulière de la juridiction dont la décision est attaquée, le MP non entendu, le défaut de publicité des débats et du prononcé de la décision attaquée, les défauts et insuffisance de motifs, le défaut de réponse à conclusions, en matière criminelle l'arrêt prononçant une peine autre que celle prévue par la loi.

Les cas implicitement prévus par l'art.567 et 591 du CPP dans la notion de « violation de la loi » sont : l'incompétence, l'excès de pouvoir, la contrariété de jugements ( décisions inconciliables entre elles), la fausse interprétation ou l'omission d'un texte, l'erreur de qualification ( sous réserve de la théorie de la peine justifiée), la méconnaissance des droits de la défense.

Le MP peut former un pourvoi en cassation relativement à l'action publique, la partie civile et le civilement responsable relativement à leurs intérêts civils et le prévenu en ce qui concerne, indifféremment, la décision sur l'action publique ou civile.

> Les conditions de forme

Le pourvoi se forme par déclaration écrite et signée adressée au greffe de la juridiction qui a rendu la décision attaquée (art.576al1e CPP). L'auteur du pourvoi fait sa déclaration auprès du chef de l'établissement pénitentiaire. Elle peut être faite par l'avocat de l'auteur du pourvoi, il doit bénéficier d'un mandat spécial.

Le pourvoi doit être notifié au MP et aux autres parties dans un délai de 3 jours par LR avec AR. A défaut si l'arrêt emporte cassation, le défendeur au pourvoi pourra faire opposition (art.579 CPP).

En principe le délai pour se pourvoir en cassation est de 5 jours francs à compter du prononcé de la décision attaquée (art.568 CPP), sauf en matière d'infractions de presse, en matière de mandat d'arrêt européen : 3 jours.

Le point de départ de ce délai est le prononcé de la sentence contradictoire rendue en dernier ressort; le jour où l'opposition n'est plus recevable, pour les décisions par défaut ( pour le prévenu) et l'expiration du délai de 10 jours suivant la signification ( pour le MP); la signification dans plusieurs cas : après débat contradictoire, partir non présente ou représentée au prononcé de l'arrêt, si elle n'a pas été informé de ce jour; prévenu ayant été jugé en son absence après défense par un avocat sans mandat; prévenu régulièrement cité n'ayant pas comparu sans excuse valable, après citation à

personne ou connaissance de la citation à domicile, à mairie ou à parquet; prévenu n'ayant pas répondu à une nouvelle citation, avec renvoi, l'avocat étant absent; prévenu jugé par itératif défaut<sup>1</sup>; de même pour le condamné à un emprisonnement ferme ou avec sursis partiel.

Pour la CEDH, il faut tenir compte d'un délai d'acheminement du courrier, même si le requérant n'a pas demandé de relevé de forclusion.

Le délai lui-même est suspensif.

## **2-Les effets du pourvois**

L'art. 569 al.1e CPP pose le principe de l'effet suspensif du délai de recours en cassation, et s'il y a eu recours de l'examen du pourvoi jusqu'au prononcé de l'arrêt.

Cet article fixe aussi les limites de ce principe. S'agissant de l'action publique, la CA peut confirmer le mandat décerné par le tribunal correctionnel en application de l'art.464-1 ou de l'art 465al.1e du CPP. Elle peut aussi décerner elle-même mandat avec les mêmes conditions et selon les mêmes règles. Dans toutes ces hypothèses le prévenu est donc en détention provisoire.

Les condamnations civiles doivent être exécutées en dépit du pourvoi. A leur égard, le pourvoi n'a donc pas d'effet suspensif.

L'auteur du pourvoi doit articuler son argumentation autour de « moyens » qui développent un ou plusieurs cas d'ouverture à cassation. Les moyens nouveaux sont irrecevables, réserve faite des moyens d'ordre public ( ex. incompétence matérielle de la juridiction) que la chambre criminelle doit relever d'office.

Le demandeur au pourvoi a la faculté de développer ses moyens dans un « mémoire ». La loi du 15 juin 2000 a supprimé une obligation qui pesait sur certains condamnés : se « mettre en état »<sup>2</sup>.

En principe le pourvoi est examiné par une formation de la chambre criminelle d'au moins 5 membres. Une formation restreinte de 3 conseillers peut être réunie lorsque la solution paraît s'imposer. Le rapport d'un conseiller est d'abord entendu, puis le MP et enfin les avocats des parties. A leur demande ils peuvent comparaître à l'audience.

La chambre criminelle peut prendre un arrêt d'irrecevabilité du pourvoi; de rejet du pourvoi : les moyens étant jugés mal ou non fondés en droit, bien que la chambre criminelle puisse substituer un motif à un autre de l'arrêt attaqué pour sauver une décision, comme elle peut, toujours à cet effet salvateur, recourir à la théorie de la « peine justifiée »<sup>3</sup>; de cassation de la décision attaquée qui est alors annulée. La cassation peut être totale ou partielle, avec ou sans renvoi. La juridiction de renvoi est une juridiction de même degré et même nature que celle dont la décision a été censurée, voire cette dernière, mais en ce cas composée différemment. La juridiction de renvoi n'est pas tenue de s'incliner devant l'interprétation de la règle de droit qu'a faite la Cour de cassation. En cas de nouvelle cassation, la juridiction de renvoi devra s'incliner.

## **B- Les pourvois en cassation dans l'intérêt de la loi**

### **1- Les pourvois réservés**

Le pourvoi formé par le procureur général près de la Cour de cassation n'est soumis à aucune condition de délai. Il peut être formé à l'audience de la chambre criminelle jugeant irrecevable un pourvoi dans l'intérêt des parties. La cassation éventuelle est faite sans renvoi et n'emporte aucun effet sur la situation des parties : la décision attaquée reste exécutoire ou continue d'être exécutée.

Le pourvoi formé par le procureur général près de la cour d'appel est formé contre l'arrêt d'acquiescement en cour d'assises. La cassation éventuelle de l'arrêt d'acquiescement attaqué ne peut pas nuire à la personne acquittée, le pourvoi étant fait dans le seul intérêt de la loi. Il est soumis au délai ordinaire.

### **2-Le pourvoi sur l'ordre du garde des Sceaux**

Il est formé par le procureur général près la Cour de cassation sur l'ordre écrit du ministre de la Justice ( on parle parfois de pourvoi en annulation d'ordre du garde des Sceaux) alors que le parquet général près de la Cour de cassation n'est en principe pas subordonné au ministre de la Justice.

Son domaine est étendu à toute décision, voire tout acte judiciaire, même non juridictionnel, rendu en premier ou en dernier ressort et intéressant l'action publique. Il peut être donc formé à tout stade de la procédure.

La cassation éventuelle de la décision frappée de pourvoi ne peut pas nuire au justiciable, elle ne peut que lui profiter : par ex. la juridiction de renvoi ne peut pas aggraver sa condamnation.

---

<sup>1</sup> "Itératif" signifie "renouvelé". Il s'applique à la procédure de défaut lorsque la personne défaillante a fait une seconde [opposition](#) sur une première opposition qui a déjà été rejetée par la juridiction du [premier degré](#) ou par la [Cour d'appel](#). Il est alors question "d'itératif défaut".

<sup>2</sup> L'obligation faite au condamné de se constituer prisonnier la veille de l'audience de la chambre criminelle examinant son pourvoi, à moins que l'auteur du pourvoi n'ait obtenu de la juridiction qui l'avait condamné une dispense de se mettre en état avec ou sans caution. Pour les peines d'emprisonnement de + de 6 mois, si inobservation de cette ob. : déchéance du pourvoi.

<sup>3</sup> Art.598: « lorsque la peine prononcée est la même que celle portée par la loi qui s'applique à l'infraction, nul ne peut demander l'annulation de l'arrêt sous le prétexte qu'il y aurait erreur dans la citation de loi. »

## **II- La demande en révision**

C'est une voie de recours extraordinaire et de rétractation. Elle aboutit à un réexamen de l'affaire par une juridiction de même nature et de même degré que celle dont la décision est attaquée. Elle répare une erreur de fait dans l'appréciation des charges.

### **A- Les conditions de la demande en révision**

#### **1- Les conditions de forme**

Le demandeur en révision peut être le ministre de la Justice, le condamné ou son représentant légal et, si le condamné est décédé ou absent déclaré, son conjoint, son enfant, plus largement tous autres parents et légataires universels.

Cette demande n'est soumise à aucune condition de délai.

Elle est formée par voie de requête, adressée à la Commission de révision des condamnations instaurée près la Cour de cassation et composée de 5 de ses conseillers.

#### **2- Les conditions de fond**

Elle n'est ouverte qu'à l'encontre des décisions pénales irrévocables ayant emporté la déclaration de culpabilité d'un accusé ou d'un prévenu pour crime ou délit. Cette voie de recours ne conçoit la réparation d'une « erreur judiciaire » qu'à sens unique : faire acquitter ou relaxer un condamné et non pas condamner un acquitté ou un relaxé.

Elle n'est ouverte que dans les cas limitativement énumérés par la loi. Les 4 cas d'ouverture à révision sont de 2 ordres : un général, les 3 autres spéciaux.

Le cas général d'ouverture en révision est consacré par l'art. 622-4° du CPP : « lorsque après une condamnation, vient se produire ou se révéler un fait nouveau ou un élément inconnu de la juridiction au jour du procès, de nature à faire naître un doute sur la culpabilité du condamné ».

Ce cas a été introduit par la loi 8 juin 1895 puis élargi par la loi du 23 juin 1989.

Les 3 cas spéciaux d'ouverture à révision sont les suivants :

-après condamnation pour homicide, la présentation de pièces de nature à faire naître des indices suffisants sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide.

-si, après une condamnation pour crime ou délit, une nouvelle décision condamne pour le même fait un autre accusé ou prévenu et que, les 2 condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction est la preuve de l'innocence de l'un ou l'autre condamné;

-postérieurement à la condamnation, un témoin est condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu.

### **B- Les effets de la demande en révision**

La Commission de révision des condamnations instruit la demande et, si elle la déclare bien fondée, en saisit la chambre criminelle de la Cour de cassation. La chambre statuant comme cour de révision (comme juge de fait donc) peut, par un arrêt motivé non susceptible de recours, rejeter la demande ou annuler la condamnation, avec ou sans renvoi selon que la tenue d'un nouveau procès est possible ou non.

Le renvoi éventuel est ordonné devant une juridiction de même ordre et de même degré mais autre que celle dont la décision a été attaquée. La juridiction de renvoi ne peut pas aggraver le sort du condamné.

Qu'il soit innocenté ou non (art.626 al.1e et 2e CPP), le demandeur à révision adroit à une indemnité en réparation du préjudice matériel et moral que lui a causé la condamnation. Jusqu'à la loi du 30 décembre 2000, elle était allouée soit par la juridiction de renvoi, soit par la Commission d'indemnisation de la détention provisoire (art 626 al.3 CPP). Depuis la loi le régime d'indemnisation des condamnés reconnus innocents après révision de leur procès est unifié avec celui des victimes de détentions provisoires injustes. La demande en réparation est par conséquent portée devant le premier président de la CA, avec voie de recours possible devant la Commission nationale d'indemnisation des détentions.

Par ailleurs, en cas d'innocence, le demandeur peut requérir que la décision soit : affichée (dans la commune du lieu où l'infraction a été commise; s'il est en vie dans celle de son domicile et, s'il est décédé dans celle de son lieu de naissance et de son dernier domicile), insérée au Journal officiel, publiée par extraits dans 5 journaux.

## **III- Le réexamen d'une décision pénale consécutif au prononcé d'un arrêt de la CEDH**

La décision est ici critiquée pour avoir violé la Convention EDH.

### **A- Le domaine de la demande en réexamen**

Le réexamen d'une décision pénale définitive peut être demandé par toute personne reconnue coupable :

- s'il résulte d'un arrêt de la CEDH que la décision a été prononcée en violation des dispositions de la Conv. EDH, la violation doit être constatée.
- À la condition que cette violation entraîne pour le condamné, par sa nature et sa gravité, des conséquences dommageables auxquelles la « satisfaction équivalente » accordé par la CEDH ne pourrait mettre terme. Il faut un lien de causalité entre la condamnation et la violation de la convention : appréciation parfois difficile.

Le réexamen est prévu pour toute infraction (même pour des contraventions), mais seulement pour les décisions de culpabilité (déclaration de culpabilité ou condamnations) et non pour les acquittements. Elle n'est prévue que pour

l'examen d'une décision pénale, non pour la décision sur l'action civile.

#### **B- Les personnes pouvant demander le réexamen :**

Le ministre de la justice, le procureur général près de la Cour de cassation, le condamné ou en cas d'incapacité son représentant , et les ayants droit du condamné en cas de décès de celui-ci.

#### **C- La procédure**

La demande en réexamen est adressée à une commission de 7 magistrats de la Cour de cassation ( 2 de la chambre criminelle, dont un préside la commission, un pour chacune des autres chambres). Le MP est exercé par le parquet général de la Ccass.

Elle doit être formée dans l'année de la décision de la CEDH.

Le requérant peut être représenté par un avocat au Conseil d'Etat et à la Ccass., ou par un avocat régulièrement inscrit à un barreau.

La commission recueille, en audience publique, les observations orales ou écrites du requérant ou de son avocat, des parties civiles qui en font la demande et celles du MP.

A tout moment la commission peut suspendre l'exécution de la condamnation.

#### **D- La décision**

La décision de la commission est sans recours. Celle-ci ne peut annuler la décision pénale.

Si elle estime la demande justifiée :

- en principe elle renvoie devant une juridiction de même ordre et de même degré que celle dont la décision a violé la convention, sauf si de nouveaux débats sont impossibles, auquel cas la commission statue.

Après renvoi la décision rendue peut faire l'objet des recours prévus.

- mais si le réexamen du pourvoi formé par le condamné dans des conditions conformes à la convention pour remédier à la violation constatée : la commission renvoie l'affaire devant la Ccass. qui statue en assemblée plénière, dans l'état du pourvoi initial ( les moyens ultérieurs sont irrecevables sauf en cas de loi nouvelle plus douce).

Dans ces cas la personne qui exécutait une peine privative de liberté demeure détenue, la décision de la juridiction devant intervenir dans l'année, le détenu est considéré comme placé en détention provisoire.

Si le condamné est reconnu innocent, s'appliquent à l'indemnisation les mêmes règles que celles de la révision.